

Cohabitations socialistes à hauts risques

di Michel Noblecourt

Reims a surpassé Rennes dans la vision mortifère qu'il a donnée du Parti socialiste. L'échec du congrès, tenu du 14 au 16 novembre, dans la " ville aux mille sourires ", a mis cruellement à vif la double crise d'identité et de leadership du " vieux parti " né en 1969, après la dissolution de la SFIO, et refondé à Epinay en 1971. Aucune majorité n'a émergé. Aucune " synthèse " n'est sortie de la partie de poker menteur qui s'est jouée dans la nuit du 15 au 16 novembre. Pour la première fois, trois candidats - Martine Aubry, Benoît Hamon et Ségolène Royal -, dont aucun ne siège au Parlement français, vont s'affronter, le 20 novembre, pour le poste de premier secrétaire. Un combat à hauts risques.

Entre ce congrès de Reims où le PS a interprété le naufrage du Titanic et celui de tous les déchirements à Rennes, en 1990, il y a bien des similitudes. Comme il y a dix-huit ans, le PS souffre de fragmentation. A Rennes, sur sept motions, celle de Lionel Jospin et Pierre Mauroy, alors premier secrétaire, était arrivée en tête avec 28,95 %, battant d'un cheveu celle de Laurent Fabius (28,84 %). Une quasi-égalité. Le texte de Michel Rocard avait obtenu 24,2 %. A Reims, la motion de Ségolène Royal a empoché 5 000 voix de plus que celle de Bertrand Delanoë, qu'un peu plus de 1 000 voix séparent de celle de Martine Aubry.

A Rennes, le but de la direction était de faire barrage à l'offensive de M. Fabius, qui voulait s'emparer du parti. M. Jospin, qui soupçonnait son rival de vouloir transformer le PS en " parti de supporteurs ", n'avait pas réussi à s'allier avec M. Rocard. Sur fond d'après-mitterrandisme, le congrès avait réfléchi à sa ligne politique et à son alliance avec un Parti communiste très critique vis-à-vis d'un gouvernement " socialo-centriste "... De Rennes à Reims, seuls les noms changent. M. Delanoë recherchait un front commun avec Mme Aubry pour empêcher Mme Royal de prendre le contrôle du PS et d'en changer son identité en en faisant un " parti de supporteurs ". L'alliance a capoté. En soutenant la maire de Lille, en dépit du vote de sa motion qui récusait toute consigne, M. Delanoë remet sur le devant de la scène le " vieux parti " et risque de faire éclater son fragile " courant ".

Même si le débat sur ce point était artificiel et insincère, et a surtout servi de prétexte à la mise en place d'un " tout sauf Ségolène " (TSS), la controverse sur la stratégie d'alliance a fait apparaître un clivage utile à la dramatisation recherchée. Alors qu'à la gauche du PS le paysage ressemble à un champ de ruines - avec un PCF à 1,93 % à la présidentielle de 2007 -, le MoDem de François Bayrou a été brandi comme un épouvantail. Même si chacun sait que la question de l'alliance avec le centre, souhaitée par M. Rocard en 2007, ne se posera vraiment que pour la présidentielle de 2012.

Mais il y a pourtant une différence de taille entre Rennes et Reims. En 1990, un PS sans majorité et sans synthèse disposait d'un recours à l'extérieur, en l'occurrence François Mitterrand. Ce dernier avait dépêché ses émissaires, Roland Dumas et Edith Cresson, épaulés en coulisses par François Hollande. Et le premier secrétaire était élu par le conseil national, le parlement du parti. Résultat : trois jours après le fiasco du congrès, une " synthèse " avait miraculeusement surgi des cendres et M. Mauroy avait été réélu.

Au lendemain de la tragi-comédie de Reims, il n'y a plus de recours à l'extérieur. Le seul recours, ce sont les militants du PS qui éliront le 20 novembre - ou le 21 en cas de deuxième tour - leur premier secrétaire. Pour la première fois depuis que l'élection au suffrage direct a été instaurée, par M. Jospin en 1995, le PS va vivre une cohabitation institutionnelle et politique. Ses institutions internes relèvent à la fois d'un régime parlementaire et présidentiel : un mélange hybride de IVe et de Ve République. Le conseil national, qui entre deux congrès assure " la direction du parti ", est élu au suffrage direct des militants et composé à la proportionnelle des courants. Il élit le bureau national et le secrétariat national, mais pas le premier secrétaire, qui tient sa légitimité du seul vote des militants. A la différence des années 1993-1994, où il avait renversé deux premiers secrétaires, il n'a plus le pouvoir de censurer le " patron " de Solférino.

DEUX LÉGITIMITÉS FACE À FACE

Avec un système où les militants dotent en principe le conseil national d'une majorité avant d'élire leur leader, c'est comme si les élections législatives avaient lieu avant l'élection présidentielle. Jusqu'à Reims, tout se déroulait sans encombre. Chaque congrès dégagait une majorité qui était celle du premier secrétaire ensuite élu. Aujourd'hui, pour la première fois, deux légitimités vont se trouver face à face, sur deux lignes qui ont de fortes chances de ne pas être en cohérence. Quel que soit le vainqueur de l'élection, il ne s'appuiera pas, au départ, sur une majorité au conseil national. Elu comme un président de la Ve République, il devra se bricoler une majorité comme sous la IVe...

Dans la compétition qui s'engage avec cohabitation inédite à la clef, Mme Royal, qui a fait un sans-faute tactique dans la dernière ligne droite avant Reims, a l'avantage. Le désastre de Reims la sert. Elle devrait profiter du rejet par des militants en quête de rénovation d'un PS qui, en l'espace de trois jours, a donné jusqu'à la caricature l'image d'un " vieux parti " claquemuré dans ses certitudes et ses rites, se protégeant de l'extérieur, fonctionnant en circuit fermé du bas au haut de l'appareil. La présidente de la région Poitou-Charentes a su déjouer les pièges et éviter que le " TSS " s'affiche ouvertement. Quitte à provoquer ses adversaires, en renouant avec un discours compassionnel voire christique qui prend à rebrousse-poil ceux qui y voient une atteinte à l'identité socialiste, elle a joué la carte des militants, leur promettant un référendum sur la question des alliances.

Mme Royal va tenter de réitérer son exploit des primaires, en novembre 2006, quand elle avait battu au premier tour Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius. Un de ses atouts est de promettre une relève générationnelle, avec Vincent Peillon (48 ans) en numéro deux et une équipe resserrée de quadras qu'elle est prête à aller puiser dans les motions rivales jusqu'à celle de Benoît Hamon. Le pari n'est pas gagné, mais il est jouable. L'important pour elle est d'éviter un deuxième tour qui s'avérerait plus incertain si elle était opposée à Mme Aubry. Mais, si elle est élue, Mme Royal n'aura pas encore gagné. La cohabitation s'annonce à hauts risques surtout au regard de la révolution culturelle qu'elle cherche à imposer au "vieux parti".